



## La crise sanitaire

La politique sanitaire du gouvernement entre vaccination et pass'sanitaire suscite de nombreux débats et engendre des prises de positions parfois diamétralement opposées. Pour lutter efficacement contre une pandémie plusieurs décisions majeures auraient dû être prises. D'abord en finir avec une politique d'austérité qui met à mal les services publics, dont les hôpitaux qui continuent de subir des fermetures de lits et à souffrir d'un manque d'effectif criant, la recherche, dont le financement public continue de baisser drastiquement, aides insuffisantes vers les publics les plus défavorisés, pour qui les soins sont compliqués... mais aussi remettre en cause le productivisme mondialisé qui par ses impacts écologiques favorise le développement des pandémies (rapport IPBES « l'ère des pandémies »)

Au contraire, le président de la République a choisi les contraintes plutôt que d'engager un travail de conviction prôné notamment par l'OMS. Sous couvert d'un conseil de défense discrétionnaire il prend des décisions en dehors de tout débat démocratique, ce qui nuit aussi au débat légitime qu'il serait nécessaire de mettre en place. Dans cette situation, il convient de distinguer même s'ils sont liés le débat sur la vaccination et le pass'sanitaire.

Pour lutter contre la propagation du virus, la vaccination reste un outil important qu'il est nécessaire de développer tout comme la recherche médicamenteuse pour soigner les personnes infectées. Par ailleurs, s'agissant d'une épidémie qui touche l'ensemble du monde, une politique cohérente doit passer par la levée des Brevets afin que le vaccin soit également accessible aux pays pauvres. Dans l'intérêt général, l'accès à la vaccination doit être possible et facilité sur tout le territoire. Faire des profits sur la pandémie est inadmissible.

Le fait d'imposer un pass'sanitaire pour permettre d'accéder à certains services, aux transports, aux loisirs... génère des problématiques qui clivent dangereusement la population entre celles et ceux qui en seront possesseurs et les autres. Les inégalités sont fortes là aussi entre les catégories les plus pauvres et les autres. Le but, non affiché clairement, est de rendre obligatoire, de fait, la vaccination. La fin de la gratuité des tests s'inscrit dans cette logique. Pour le SNEP-FSU, les tests, véritables outils de santé publique, doivent rester gratuits pour chacun-e avec le financement solidaire de la sécurité sociale. Opérant une fracture supplémentaire dans la société, générant encore plus de discorde, fragilisant la cohésion sociale, le pass'sanitaire doit être abandonné. Cet abandon est d'autant plus nécessaire que les conditions de la mise en œuvre des vérifications sont renvoyées aux acteurs locaux. Ce sont donc les citoyens eux-mêmes qui valident ou non les accès à d'autres citoyens... Par ailleurs il comporte de graves remises en cause du droit du travail et limite les libertés, son imposition n'est pas acceptable !

Ne nous trompons pas de combat en nous enfermant uniquement dans ces débats sanitaires qui masquent toutes les questions sociales, de justice et de nécessaire transition écologique. Ils sont importants et il faut s'en emparer mais il ne faut pas occulter les dégradations que les politiques néolibérales ont fait subir à nos services publics. Si l'Ecole et nos cours d'EPS vont être impactés, l'auraient-ils été autant si les classes étaient moins chargées, les personnels plus nombreux, les

espaces de travail mieux pensés et rénovés... Investir dans l'Ecole, investir dans l'hôpital, investir dans la recherche est indispensable pour l'avenir. Au rythme où vont les dégradations, la prochaine pandémie ne sera-t-elle pas pire encore que la COVID 19 ? Mettre fin au libéralisme débridé, changer de modèle économique sont des enjeux de lutte primordial face aux enjeux du moment : crise écologique, crise sanitaire...